

## Chambre des Représentants

SESSION 1985-1986

8 SEPTEMBRE 1986

### PROJET DE LOI

ajustant le budget du Ministère  
de la Défense nationale  
de l'année budgétaire 1985

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DU BUDGET <sup>(1)</sup>  
PAR M. PETITJEAN

MESDAMES, MESSIEURS,

Les remarques et les questions des membres de la commission ont été réparties en quatre rubriques, qui comportent également la réponse du Ministre de la Défense nationale.

#### 1. Exécution et ajustement du budget de 1985.

M. Tobbacq souligne que le budget de 1985 a été dépassé de 790 millions, qu'il n'avait plus été demandé des crédits supplé-

Ce projet de loi a été examiné en réunion publique de commission.

<sup>(1)</sup> Composition de la Commission :

Président : J. Defraigne.

1° Les membres de la Commission des Finances :

Président : J. Michel.

| A. — Membres titulaires :                                                | B. — Membres suppléants :                                                |
|--------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| C.V.P. MM. Declercq, Diegenant, Dupre, Lenaerts, M. Olivier, Van Rompuy. | MM. Ansoms, De Roo, Moors, Tant, Van den Brande, Van Rompaey, Verhaegen. |
| P.S. MM. Burgeon, Busquin, Coëme, Defosset.                              | MM. Bondroit, Collart, Cools, M. Harmegnies, Tasset.                     |
| S.P. M. Colla, Mme Detiege, MM. Vandenbroucke, Willockx.                 | MM. Bossuyt, Chevalier, De Weirde, Declercq, Van Mielt.                  |
| P.R.I. MM. Nols, Petitjean, Simonet.                                     | MM. Kubla, Lagneau, Neven, Poswick.                                      |
| P.V.V. MM. Denys, Vermeiren.                                             | MM. Cortois, Spröckeels, Verberckmoes.                                   |
| P.S.C. MM. J. Michel, Wauthy.                                            | MM. du Monceau de Bergendal, le Hardy de Beaulieu, Lestienne.            |
| V.U. M. Schiltz.                                                         | MM. Desaeeyere, F. Vansteenkiste.                                        |
| Ecolo-Agalev M. Dutry.                                                   | M. Dierickx, Mme Vogels.                                                 |

2° Les présidents des commissions permanentes.

Voir :

5-IX (1985-1986) :

— N° 1 : Projet transmis par le Sénat.

## Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1985-1986

8 SEPTEMBER 1986

### WETSONTWERP

houdende aanpassing van de begroting  
van het Ministerie van Landsverdediging  
van het begrotingsjaar 1985

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR DE BEGROTING <sup>(1)</sup>  
UITGEBRACHT DOOR DE HEER PETITJEAN

DAMES EN HEREN,

De bedenkingen en de vragen van de commissieleden werden over 4 rubrieken uitgesplitst met per rubriek het antwoord van de Minister van Landsverdediging.

#### 1. Uitvoering en aanpassing van de begroting 1985.

Uitgaand van de vaststelling dat in 1985 790 miljoen meer werd uitgegeven dan geraamd merkt de heer Tobbacq op dat een

Dit wetsontwerp werd besproken in openbare commissievergadering.

<sup>(1)</sup> Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer J. Defraigne.

1° De leden van de Commissie voor de Financien :

Voorzitter : de heer J. Michel.

| A. — Vaste leden :                                                            | B. — Plaatsvervangers :                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| C.V.P. De heren Declercq, Diegenant, Dupre, Lenaerts, M. Olivier, Van Rompuy. | De heren Ansoms, De Roo, Moors, Tant, Van den Brande, Van Rompaey, Verhaegen. |
| P.S. De heren Burgeon, Busquin, Coëme, Defosset.                              | De heren Bondroit, Collart, Cools, M. Harmegnies, Tasset.                     |
| S.P. De heer Colla, Mevr. Detiege, de heren Vandenbroucke, Willockx.          | De heren Bossuyt, Chevalier, De Weirde, Declercq, Van Mielt.                  |
| P.R.I. De heren Nols, Petitjean, Simonet.                                     | De heren Kubla, Lagneau, Neven, Poswick.                                      |
| P.V.V. De heren Denys, Vermeiren.                                             | De heren Cortois, Spröckeels, Verberckmoes.                                   |
| P.S.C. De heren J. Michel, Wauthy.                                            | De heren du Monceau de Bergendal, le Hardy de Beaulieu, Lestienne.            |
| V.U. De heer Schiltz.                                                         | De heren Desaeeyere, F. Vansteenkiste.                                        |
| Ecolo-Agalev De heer Dutry.                                                   | De heer Dierickx, Mevr. Vogels.                                               |

2° De voorzitters van de vaste commissies.

Zie :

5-IX (1985-1986) :

— Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

mentaires d'une telle importance depuis longtemps et que cette demande est contraire à la politique d'économie du Gouvernement.

L'intervenant a calculé que les dépenses courantes du Ministère de la Défense nationale augmentent plus rapidement que les dépenses courantes (hors charges d'intérêt) de l'Etat.

|      | Augmentation des dépenses courantes de l'Etat | Augmentation des dépenses courantes du Ministère de la Défense nationale |
|------|-----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| 1984 | 4,7 %                                         | 6,4 %                                                                    |
| 1985 | 0,7 %                                         | 7,41 %                                                                   |
| 1986 | 0,9 %                                         | 1,96 %                                                                   |

M. Tobback déplore par ailleurs que l'on ait réalisé les économies en 1985 sur les dépenses de personnel, alors même que l'on augmentait les dépenses d'investissement. L'intervenant considère que les économies sont réalisées uniquement au détriment du personnel.

L'intervenant formule également des remarques concernant la justification de certains articles :

- d'une part, il est demandé un crédit supplémentaire en raison des dépenses supplémentaires dues à la longueur et à la rigueur de l'hiver, d'autre part, il est signalé que la baisse des prix énergétiques a été mise à profit pour accroître les activités opérationnelles des forces armées, ce qui paraît assez contradictoire.
- pour plusieurs articles, l'augmentation est justifiée par la hausse du dollar, alors que le dollar a connu une baisse spectaculaire à partir du deuxième trimestre de 1985. Sur quel cours s'est-on basé lors de l'établissement du budget de 1985 ?

M. Tobback demande en outre ce qu'il en est du report des crédits inutilisés.

Il fait enfin observer qu'au contraire du projet à l'examen, le projet d'ajustement de 1984 était accompagné d'un avis de la Cour des comptes. M. Tobback déplore qu'il n'y ait pas en l'occurrence de tradition bien établie et souhaite que l'avis de la Cour des comptes soit toujours demandé.

∴

En ce qui concerne l'évolution des crédits, le Ministre de la Défense nationale fournit les chiffres suivants :

Exprimées en termes réels, les dépenses de la Défense nationale de 1985 étaient supérieures de 8,6 % à celles de 1975 (indice 100). Par rapport à la même base de référence, le budget de l'Etat de 1985 présentait une augmentation de 35,5 %.

L'accroissement des dépenses de la Défense nationale a donc été nettement inférieur à celui du budget de l'Etat au cours de la période considérée. Il est bien connu que les statistiques peuvent être interprétées de différentes façons. Les données auxquelles le Ministre se réfère figurent à la page 40 du Livre blanc de la Défense nationale, publié en 1985.

Le Ministre reconnaît qu'en 1985, des économies ont effectivement été réalisées sur les dépenses de personnel au profit des investissements. Il a cependant l'intention de donner la priorité aux dépenses de personnel et de fonctionnement sur les investissements à partir de 1986. Onze cents sous-officiers seront recrutés en vue de compléter les cadres organiques existants et les normes d'entraînement seront relevées de 10 %.

Il déclare que les dépenses effectuées en 1985 et 1986 résultent en partie de décisions prises au cours d'années antérieures.

En ce qui concerne les dépenses supplémentaires résultant de la hausse du dollar, le Ministre répond que les estimations

dergelijk belangrijk bijkrediet in het recente verleden nooit werd gevraagd en geenszins strookt met de algemene besparingsfilosofie van de Regering.

De heer Tobback heeft berekend dat de lopende uitgaven van het Ministerie van Landsverdediging sneller toenemen dan de lopende uitgaven (zonder rentelasten) van het Rijk.

|      | Toename lopende uitgaven Rijk | Toename lopende uitgaven Ministerie van Landsverdediging |
|------|-------------------------------|----------------------------------------------------------|
| 1984 | 4,7 %                         | 6,4 %                                                    |
| 1985 | 0,7 %                         | 7,41 %                                                   |
| 1986 | 0,9 %                         | 1,96 %                                                   |

De heer Tobback betreurt voorts dat in 1985 de bezuinigingen verwezenlijkt werden op de personeelsuitgaven en dat de investeringsuitgaven daarentegen werden verhoogd. Volgens spreker gebeuren de besparingen enkel ten koste van het personeel.

Spreker heeft eveneens enkele bedenkingen bij de verantwoording die voor sommige artikelen wordt opgegeven :

- enerzijds wordt een bijkrediet gevraagd omwille van bijkomende kosten ten gevolge van de lange en strenge winter terwijl elders wordt vermeld dat de invloed van de daling der energieprijzen werd aangewend om de operationele activiteiten van de strijdkrachten te verhogen, wat nogal contradictoisch lijkt.
- bij meerdere artikels wordt als verantwoording voor de verhoging de stijging van de dollarkoers opgegeven terwijl deze koers vanaf het 2de kwartaal 1985 spectaculair daalde. Met welke dollarkoers werd bij het opstellen van de begroting 1985 rekening gehouden ?

De heer Tobback wenst verder de toestand te kennen in verband met de overdracht van de ongebruikte kredieten.

Spreker merkt tenslotte op dat bij de begrotingsaanpassing voor 1984, in tegenstelling tot nu, een advies van het Rekenhof was gevoegd. De heer Tobback betreurt dat hieromtrent geen vaste gewoonte bestaat en wenst dat het Rekenhof steeds om advies wordt verzocht.

∴

In verband met de evolutie van de kredieten verstrekt de Minister van Landsverdediging volgende cijfergegevens :

De uitgaven van Landsverdediging voor 1985 liggen in reële termen uitgedrukt 8,6 % hoger dan deze voor 1975 (index 100); de Rijksbegroting 1985 kent ten opzichte van dezelfde referentiebasis een stijging van 35,5 %.

De toename van de uitgaven van Landsverdediging ten opzichte van de Rijksbegroting ligt over deze periode gezien dus beduidend lager. Het is algemeen bekend dat de interpretatie van statistische gegevens op verschillende manieren kan gebeuren. De Minister baseert zich op gegevens die terug te vinden zijn op pagina 40 van het in 1985 uitgegeven Witboek van Landsverdediging.

De Minister geeft toe dat in 1985 inderdaad op personeelsuitgaven werd bespaard ten voordele van investeringen. Hij is evenwel voornemens om vanaf 1986 de voorkeur te geven aan de personeels- en werkingsuitgaven ten nadele van de investeringen. Er zullen ter aanvulling van de bestaande personeelsformaties 1 100 onderofficieren worden geworven en de trainingsnormen worden met 10 % verhoogd.

Hij stelt dat de uitgaven in 1985 en 1986 beïnvloed zijn door beslissingen genomen tijdens vorige jaren.

Met betrekking tot de door de hogere dollarkoers veroorzaakte meeruitgaven antwoordt de Minister dat de begrotingsramingen

budgetaires pour 1985 étaient basées sur un cours de 55 francs. Or, le cours moyen du dollar a été de 59,36 francs en 1985.

En ce qui concerne le report de crédits, le Ministre affirme qu'il n'y aura aucun report de crédits dissociés de 1985 à 1986.

Le Ministre souligne par ailleurs qu'il ne voit aucune objection à ce que l'avis de la Cour des comptes soit demandé et qu'il tiendra compte de cette suggestion.

∴

M. Denys demande en quoi consistent les prestations effectuées pour le compte de tiers.

Le Ministre répond que la liste complète représente une dizaine de pages et qu'il s'agit de montants allant de 50 francs à plusieurs millions. Le Ministre ajoute que ces prestations peuvent être réparties par force armée, en trois grandes rubriques. Les prestations de la Force terrestre consistent principalement en des travaux de génie (dynamitage de hautes cheminées, aménagement de chaussées asphaltées pour le compte de certaines A.S.B.L. et de homes, construction de podiums, etc...); celles de la Force aérienne consistent essentiellement en des transports aériens de matériel que le secteur civil n'est pas à même d'assurer; celles de la Force navale concernent surtout les secours en mer (accidents de plongée, lutte contre les nappes de pétrole).

## 2. Politique du Ministre de la Défense nationale.

M. Tobback se réfère à une interview parue dans *Le Soir* du 25 juillet 1986, dans laquelle le lieutenant général Lefebvre, chef d'état-major de la Force aérienne, expose son point de vue concernant le remplacement du « F 16 » et du « Mirage » par un nouveau type d'avion de combat, le « Rafale ». Le chef d'état-major a exprimé une nette préférence pour ce nouveau type d'avion.

L'intervenant juge pour le moins inhabituel et inadmissible que le chef d'état-major d'une des forces armées prenne ainsi position au sujet d'un dossier qui est en outre explosif sur le plan communautaire. L'intervenant aimerait connaître la position du Ministre dans cette affaire. Quelles sont les intentions du Gouvernement ?

Le Ministre répond que la prise de position du lieutenant général Lefebvre ne lie pas le Gouvernement. Aucun « droit d'entrée » n'a d'ailleurs été inscrit au budget pour 1986.

M. Tobback demande des explications quant à l'intention du Ministre de supprimer les dispenses de service militaire pour les marins pêcheurs. L'intervenant estime que cette mesure serait malvenue eu égard à la structure de la pêche et aux problèmes économiques qu'elle entraînerait. Elle ne toucherait d'ailleurs qu'un groupe restreint de personnes et n'aurait donc guère d'incidence sur le contingent.

Le Ministre déclare que le projet de loi qui sera soumis au Parlement prévoit en effet l'annulation de ces dispenses et que le Parlement aura l'occasion de consacrer un débat à ce sujet.

M. Tobback critique également le mode de promotion des officiers supérieurs. Le Ministre de la Défense nationale préside les comités d'arme mais ne dispose d'aucun droit de décision. L'intervenant estime qu'en matière de promotions, le Ministre est en fait l'otage des chefs d'état-major.

M. Tobback demande ensuite des éclaircissements au sujet du dossier O.C.A.S.C. et de l'affaire de l'achat de munitions pour l'artillerie.

Le Ministre répond qu'en ce qui concerne l'O.C.A.S.C., les conclusions du Comité supérieur de contrôle ont été transmises au parquet et que le Comité n'a pas encore déposé ses conclusions au sujet du second dossier.

voor 1985 gebaseerd waren op een koers van 55 frank. De gemiddelde dollarkoers bedroeg in 1985 evenwel 59,36 frank.

In verband met de overdracht van kredieten zegt de Minister dat geen enkele overdracht van gesplitste kredieten van 1985 naar 1986 zal gebeuren.

Voorts deelt de Minister mee dat hij geen bezwaar heeft tegen het inwinnen van adviezen van het Rekenhof en dat hij met deze suggestie rekening zal houden.

∴

In verband met prestaties ten voordele van derden wenst de heer Denys te vernemen welke prestaties hiermee precies worden bedoeld.

De Minister antwoordt dat de volledige lijst een tiental bladzijden beslaat en dat het om bedragen gaat gaande van 50 frank tot een paar miljoenen. De Minister voegt eraan toe dat deze prestaties per krijgsmachtdeel in 3 grote rubrieken kunnen ondergebracht worden waarbij de prestaties door de Landmacht geleverd voornamelijk slaan op geniewerken (opblazen van hoge schoorstenen, aanleg van asfaltbanen ten voordele van bepaalde V.Z.W.'s, homes, bouwen van podiums e.d.); deze door de Luchtmacht geleverd omvatten hoofdzakelijk luchttransporten van materialen die niet door de burgersector kunnen gerealiseerd worden; deze van de Zeemacht hebben vooral betrekking op leveren van hulp op zee (duikongevallen, bestrijding van olievlekken).

## 2. Beleid van de Minister van Landsverdediging.

De heer Tobback verwijst naar een interview verschenen in *Le Soir* van 25 juli 1986 waarin Luitenant-Generaal Lefebvre, stafchef van de Luchtmacht zijn standpunt uiteenzet met betrekking tot de vervanging van de « F 16 », en « Mirage » door een nieuw type gevechtsvliegtuig, de « Rafale ». Hierin laat de stafchef duidelijk zijn voorkeur voor dit nieuw type vliegtuig blijken.

Spreker vindt het ongebruikelijk en onaanvaardbaar dat de stafchef van een krijgsmachtdeel dergelijke standpunten inneemt in een dossier dat bovendien communautair explosief is. Spreker zou graag het standpunt van de Minister in deze zaak kennen. Welke zijn de bedoelingen van de Regering ?

De Minister antwoordt dat het standpunt van Luitenant-Generaal Lefebvre de Regering niet verbindt. In de begroting 1986 werden trouwens geen « entreerechten » ingeschreven.

De heer Tobback wenst uitleg over de intentie van de Minister om de vrijstellingen van legerdienst voor vissers op te heffen. Spreker meent dat het, gelet op de structuur van de visserij en de economische problemen die hierdoor zouden worden gesteld, verkeerd is dergelijke maatregel te nemen. Het gaat hier trouwens om een kleine groep zodat het contingent hierdoor slechts in geringe mate kan worden beïnvloed.

De Minister stelt dat het wetsontwerp dat aan het Parlement zal worden voorgelegd inderdaad in het annuleren van deze vrijstellingen voorziet. Het Parlement zal evenwel de gelegenheid krijgen hierover te discussiëren.

De heer Tobback heeft eveneens bezwaren tegen de wijze waarop de hogere officieren worden bevorderd. De Minister van Landsverdediging zit de wapencomités voor maar heeft zelf geen enkel beslissingsrecht. Volgens spreker is de Minister inzake bevorderingen de gijzelaar van de stafchefs.

De heer Tobback wenst vervolgens uitleg over het dossier C.D.S.C.A. en over de zaak in verband met de aankoop van munitie voor de artillerie.

De Minister antwoordt dat inzake C.D.S.C.A. de conclusies van het Hoog Comité van Toezicht aan het parket werden overgelegd. Inzake het tweede dossier heeft het Hoog Comité van Toezicht zijn conclusies nog niet neergelegd.

En application de l'article 21, 5, du règlement, M. Vanvelthoven a déposé la question écrite suivante :

« J'aimerais connaître l'évolution du nombre de volontaires féminins depuis l'instauration de cette catégorie de volontaires.

» J'aimerais que votre réponse contienne les données suivantes :

» — le nombre et la répartition en fonction des grades et des rôles linguistiques des volontaires de carrière féminins et des volontaires temporaires féminins actuellement en service;

» — le nombre et la répartition linguistique des élèves féminins des écoles militaires;

» — l'évolution de ces chiffres depuis l'année de l'admission des femmes à l'armée et les raisons de cette évolution. »

En réponse à cette question, le Ministre communique les données suivantes :

Il y a, à l'heure actuelle, 3 426 militaires féminins, dont 139 officiers, 636 sous-officiers et 2 651 caporaux et soldats.

Le chiffre de 1986 est inférieur à ceux des années 1981, 1982 et 1983.

Ainsi, le nombre total des militaires féminins était de 3 690 en 1982.

Le tableau ci-dessous présente le nombre de femmes dans les écoles militaires par rôle linguistique (situation au 29 juillet 1986) :

| ÉCOLES MILITAIRES<br>—<br>MILITAIRE SCHOLEN                                                                 | Force<br>terrestre<br>—<br><i>Landmacht</i> |   | Force<br>aérienne<br>—<br><i>Luchtmacht</i> |   | Force navale<br>—<br><i>Zeemacht</i> |   | Service<br>médical<br>—<br><i>Medische<br/>Dienst</i> |   | Total<br>—<br><i>Totaal</i>  |   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|---|---------------------------------------------|---|--------------------------------------|---|-------------------------------------------------------|---|------------------------------|---|
|                                                                                                             | Nombre<br>—<br><i>Aantal</i>                |   | Nombre<br>—<br><i>Aantal</i>                |   | Nombre<br>—<br><i>Aantal</i>         |   | Nombre<br>—<br><i>Aantal</i>                          |   | Nombre<br>—<br><i>Aantal</i> |   |
|                                                                                                             | N                                           | F | N                                           | F | N                                    | F | N                                                     | F | N                            | F |
| Ecole royale militaire. — <i>Koninklijke Militaire School</i> ...                                           | 4                                           | 1 | 2                                           | — | 1                                    | — | 1                                                     | — | 8                            | 1 |
| Ecole royale du Service médical. — <i>Koninklijke School Medische Dienst</i> ...                            | 4                                           | 1 | 2                                           | — | 1                                    | — | 2                                                     | — | 9                            | 1 |
| Interforces section Ecole royale des cadets. — <i>Intermachten afdeling Koninklijke Kadetten-school</i> ... | —                                           | — | —                                           | — | —                                    | — | —                                                     | — | —                            | — |
| Ecole technique de la Force aérienne. — <i>Technische School Luchtmacht</i> ...                             | 1                                           | — | 4                                           | 3 | —                                    | — | —                                                     | — | 5                            | 3 |
| 1 et 2 Ecole des sous-officiers. — <i>1 en 2 School Onderofficieren</i> ...                                 | —                                           | 1 | 3                                           | 1 | —                                    | — | —                                                     | — | 3                            | 2 |
| Centre de formation navale. — <i>Centrum marinevorming</i> ...                                              | —                                           | — | —                                           | — | 1                                    | — | —                                                     | — | 1                            | — |
| Ecoles d'armes. — <i>Wapenscholen</i> ...                                                                   | 7                                           | 1 | 1                                           | — | —                                    | — | —                                                     | — | 8                            | 1 |
| Total. — <i>Totalen</i> ...                                                                                 | 16                                          | 4 | 12                                          | 4 | 3                                    | — | 3                                                     | — | 34                           | 8 |

Il faut signaler que le moment est mal choisi pour établir des statistiques de la population des écoles. La plupart d'entre elles ont en effet clôturé l'année scolaire. Ce tableau sera donc totalement différent au début de septembre.

### 3. Coopération technique militaire.

M. Tobback déclare que, suivant les chiffres fournis par le Ministère de la Défense nationale, un coopérant militaire occupé au Zaïre ou au Rwanda coûte en moyenne 3,2 millions de francs par an. Un sous-officier marié de trente-trois ans ayant deux enfants bénéficie d'un traitement mensuel net d'environ 120 000 francs. M. Tobback estime que le niveau de ces traitements est injustifié et que les barèmes devraient être revus. L'intervenant affirme que le traitement d'un coopérant civil est beaucoup plus modeste (environ 1,3 million brut par an).

De heer Vanvelthoven heeft in toepassing van artikel 21, 5, van het reglement volgende schriftelijke vraag ingediend :

« Graag vernam ik hoe het aantal vrouwelijke vrijwilligers geëvolueerd is sinds de invoering ervan.

» In uw antwoord zou ik graag de volgende gegevens vinden :

» — het aantal vrouwelijke tijdelijke en beroepsvrijwilligers thans in dienst, opgedeeld volgens de graad en volgens de taal;

» — het aantal vrouwelijke leerlingen in de militaire scholen, opgedeeld in Frans- en Nederlandstaligen;

» — de evolutie van deze aantallen sinds het jaar dat vrouwen werden toegelaten in het leger en de redenen van dergelijke evolutie. »

De Minister verstrekt in antwoord hierop volgende gegevens :

Thans zijn er 3 426 vrouwelijke militairen waaronder 139 officieren, 636 onderofficieren en 2 651 korporaals en soldaten.

Het cijfer van 1986 is lager dan in de jaren 1981, 1982 en 1983.

In het jaar 1982 bijvoorbeeld waren er 3 690 vrouwelijke militairen in totaal.

Hieronder volgt de tabel van het aantal vrouwen in de militaire scholen, opgedeeld in Franstaligen en Nederlandstaligen (stand op 29 juli 1986) :

Op te merken valt dat het ogenblik slecht gekozen is om een statistiek te maken over de populatie in de scholen. De meeste scholen hebben inderdaad het schooljaar afgesloten. Begin september zal deze tabel er dan ook heel anders uitzien.

### 3. Militaire technische samenwerking.

De heer Tobback deelt mee dat volgens cijfers verstrekt door het Ministerie van Landsverdediging een militaire coöperant die in Zaïre of Rwanda wordt tewerkgesteld jaarlijks gemiddeld 3,2 miljoen frank kost. Een gehuwde onderofficier van 33 jaar met 2 kinderen bijvoorbeeld ontvangt een netto-maandinkomen van ongeveer 120 000 frank. De heer Tobback is van oordeel dat het uitkeren van dergelijke weddes onverantwoord is en dat de berekening ervan moet worden herzien. Een burgerlijke coöperant ontvangt volgens spreker trouwens een veel geringere wedde (ongeveer 1,3 miljoen bruto/jaar).

L'intervenant formule également des observations concernant la manière dont ces coopérants sont désignés. Cette désignation est faite arbitrairement par le chef d'état-major. M. Tobbacq estime qu'il faudrait établir des critères objectifs.

L'intervenant demande également pourquoi le budget de la Défense nationale prévoit 140 coopérants alors qu'il n'y en a que 108 sur place. Qu'en est-il des 32 autres unités ?

Le Ministre souligne l'importance de cette assistance militaire et le rôle fondamental qui incombe à la Belgique en cette matière. Il précise que ces coopérants travaillent dans des conditions très difficiles. Aussi la durée de leur mandat n'excède-t-elle généralement pas 2 ou 3 ans.

Le Ministre estime par ailleurs que le coût moyen annuel d'un coopérant « A.G.C.D. » n'est pas de 1,3, mais bien de 2,7 millions de francs. Les militaires bénéficient de traitements plus élevés du fait qu'ils ont plus d'ancienneté.

En ce qui concerne la différence de 32 unités, le Ministre déclare que le budget de 1985 avait été établi en fonction du nombre maximum de coopérants mais que 32 de ceux-ci sont restés en Belgique.

M. Tobbacq réplique que si les chiffres cités par le Ministre sont exacts, les rémunérations des coopérants civils ne lui en paraissent pas moins excessives. Il se demande quel idéalisme peut encore animer de tels coopérants.

#### 4. Le budget pour 1986.

M. Tobbacq demande quand la Chambre sera saisie du budget de la Défense nationale pour 1986.

Le Ministre de la Défense nationale répond que le budget pour 1986 et le budget pour 1987 seront déposés à la Chambre respectivement début octobre 1986 et avant la fin de cette même année.

∴

Les articles et l'ensemble du projet de loi ajustant le budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1985 sont adoptés par 12 voix contre 2.

*Le Rapporteur,*  
Ch. PETITJEAN.

*Le Président,*  
J. MICHEL.

Spreker heeft eveneens bedenkingen bij de manier waarop deze coöperanten worden aangeduid. Deze aanstelling gebeurt op arbitraire wijze door de stafchef. De heer Tobbacq is veeleer van mening dat er een objectief criterium moet worden aangelegd.

Spreker vraagt eveneens uitleg over de 140 coöperanten die in de begroting van Landsverdediging werden ingeschreven terwijl er slechts 108 op het terrein werkzaam zijn. Wat gebeurde er met de overige 32 eenheden ?

De Minister wijst op het groot belang van deze militaire bijstand en van de fundamentele rol die België hierin te vervullen heeft. Volgens de Minister werken deze coöperanten in zeer moeilijke omstandigheden. De duur van het mandaat bedraagt dan ook meestal slechts 2 of 3 jaar.

De gemiddelde kost van de A.B.O.S.-coöperanten bedraagt volgens de Minister niet 1,3 maar 2,7 miljoen frank per jaar. De inkomens van de militairen liggen hoger omdat het gaat om personen met een grotere anciënniteit.

Inzake het verschil van 32 eenheden stelt de Minister dat bij het opstellen van de begroting 1985 het maximum aantal coöperanten werd voorzien maar dat 32 eenheden niet werden uitgestuurd en in België bleven.

De heer Tobbacq repliceert dat, wanneer de door de Minister aangehaalde cijfers juist zijn, hij evenmin akkoord kan gaan met het uitkeren van overdreven hoge bezoldigingen aan burgerlijke coöperanten. Hij vraagt zich trouwens af wat er dan nog van idealistische inzet kan overblijven.

#### 4. Begroting 1986.

De heer Tobbacq wenst te vernemen wanneer de begroting van Landsverdediging voor 1986 aan de Kamer zal worden voorgelegd.

De Minister van Landsverdediging antwoordt dat de begroting voor 1986 begin oktober 1986 en de begroting voor 1987 voor het einde van 1986 bij de Kamer zal worden ingediend.

∴

De artikelen en het gehele ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1985 worden aangenomen met 12 stemmen voor en 2 tegen.

*De Rapporteur,*  
Ch. PETITJEAN.

*De Voorzitter,*  
J. MICHEL.